

**Université PANTHEON – ASSAS (PARIS II)**

**Droit – Economie – Sciences sociales**

Melun

**Session :** Septembre 2017

**Année d'étude :** Première année de Licence Droit parcours classique et réussite

**Discipline :** ***Problèmes économiques contemporains***

(Unité d'Enseignements Complémentaires 1)

**Titulaire du cours :** Mme Geneviève Grangeas

**Documents autorisés :** aucun

**Calculatrices permises : modèles de base (non programmables et sans mémoire alphanumérique)**

**REMARQUES**

**A lire avant de commencer**

*L'exercice fourni consiste à lire les propositions suivantes, à retenir celles qui sont justes et à cocher la case correspondante dans la grille de réponses.*

*L'étudiant remarquera que l'énoncé des questions n'obéit à aucun ordre particulier. Il lui est conseillé de répondre le plus rapidement possible à celles qui lui paraissent simples. On notera que les propositions faites dans le cadre d'une question donnée peuvent comporter plusieurs réponses justes.*

*On signale par ailleurs que **le barème peut comporter des points négatifs.***

**QUESTIONS**

- 1 - Dans une société comme la nôtre, on peut considérer que le rôle des économistes consiste à
- a prendre les décisions qui ont trait à la vie économique
  - b éclairer les hommes politiques quand ils ont à prendre une décision qui a trait à la vie économique
  - c étudier la réalité économique et s'interroger sur son fonctionnement
  - d contribuer à évaluer l'efficacité des politiques économiques
  - e permettre à l'Etat de faire des économies
  - f permettre aux entreprises de faire des économies
- 2 - On définit la population active comme étant composée de l'ensemble des personnes
- a disposant d'un emploi
  - b en âge de travailler
  - c en âge de travailler et disposant d'un emploi
  - d en âge de travailler et disponibles pour travailler
  - e salariées
  - f en âge de travailler et salariées
- 3 - Font partie de la population active
- a toutes les personnes valides
  - b les retraités
  - c les chômeurs
  - d les salariés
  - e les personnes travaillant à leur compte
  - f les hommes et femmes au foyer
- 4 - Font partie des "inactifs"
- a toutes les personnes valides
  - b les retraités
  - c les chômeurs
  - d les salariés
  - e les personnes travaillant à leur compte
  - f les hommes et femmes au foyer
- 5 - On définit le chômage de la manière suivante : le chômage représente l'ensemble des personnes
- a privées d'emploi
  - b sans emploi
  - c sans employeur
  - d qui ne travaillent pas
  - e cherchant un emploi
  - f de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un

- 6 -** En France, les sources statistiques concernant le chômage émanent de la source ou des sources suivante(s)  
a l'enquête Emploi de l'Insee                      c Pôle Emploi    e les entreprises  
b le BIT    d les syndicats    f les partis politiques
- 7 -** En France, les statistiques de chômage Insee et Pôle Emploi  
a font double emploi  
b ne font pas double emploi: l'Insee exploite les données de Pôle Emploi  
c fournissent le même taux de chômage et heureusement, le contraire serait inquiétant  
d fournissent le même taux de chômage car l'Insee exploite les données de Pôle Emploi  
e ne fournissent pas obligatoirement le même taux de chômage  
f ne fournissent pas obligatoirement le même taux de chômage: un chômeur au sens du BIT peut ne pas être inscrit à Pôle Emploi et réciproquement
- 8 -** En France, un "chômeur au sens du BIT"  
a est nécessairement inscrit à Pôle Emploi                      e a cherché activement un emploi dans le mois précédent sauf s'il a une embauche ultérieure prévue  
b est sans emploi  
c est disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines                      f a cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans moins de trois mois  
d a obligatoirement cherché activement un emploi dans le mois précédent
- 9 -** Ce qu'on appelle le "halo autour du chômage" regroupe un ensemble de situations comme celle des  
a inactifs    d chômeurs partiels  
b personnes inscrites à Pôle Emploi                      e étudiants travaillant à temps partiel  
c chômeurs découragés    f stagiaires
- 10 -** Quand on parle de halo autour du chômage, on pense à des situations du type  
a travailleur à temps partiel par choix                      d préretraité  
b chômeur partiel    e sdf  
c travailleur au noir    f ménagère
- 11 -** On calcule le taux de chômage à partir de l'opération suivante  
a nombre de chômeurs rapporté à l'ensemble de la population  
b nombre de chômeurs rapporté à l'ensemble de la population active  
c nombre de chômeurs rapporté à l'ensemble de la population active occupée  
d nombre de chômeurs rapporté au total suivant: nombre d'actifs occupés auquel on ajoute le nombre de chômeurs  
e nombre de chômeurs rapporté au total suivant: nombre d'actifs occupés auquel on ajoute le nombre de chômeurs et le halo autour du chômage  
f nombre de chômeurs rapporté au nombre d'actifs
- 12 -** En 2015, le chômage au sens du BIT s'élève, en France, à  
a 2,7%                      b 6%                      c 8%                      d 9%                      e 10%                      f 12%
- 13 -** En 2015, en matière de taux de chômage, la France se caractérise par  
a le taux le plus élevé de la zone euro  
b le taux le plus faible de la zone euro  
c un taux proche du taux moyen de la zone euro  
d un taux inférieur de plus de la moitié à celui de la Grèce  
e un taux supérieur de plus de 100% à celui de l'Allemagne  
f un taux supérieur de 100% à celui des Etats-Unis
- 14 -** Le chômage dit de longue durée  
a correspond au chômage durant plus d'un an                      c concerne plus de 4% des actifs en 2015                      e concerne plus fréquemment les chômeurs âgés  
b concerne plus de 40% des chômeurs en 2015                      d concerne plus fréquemment les chômeurs jeunes                      f concerne plus fréquemment les chômeurs diplômés

- 15** - Dès lors qu'un marché présente une certaine flexibilité, la loi de l'offre et de la demande peut s'énoncer de diverses manières dont
- a si un produit est offert plus qu'il n'est demandé, les offreurs augmentent leur prix
  - b si un produit est demandé plus qu'il n'est offert, les offreurs comprennent qu'ils doivent diminuer leur prix
  - c si un produit est offert plus qu'il n'est demandé, les offreurs comprennent qu'ils doivent diminuer leur prix
  - d si un produit est demandé plus qu'il n'est offert, les offreurs comprennent qu'ils peuvent augmenter leur prix
  - e si un produit est offert plus qu'il n'est demandé, il ne trouve pas preneur
  - f si un produit est demandé plus qu'il n'est offert, il y aura pénurie
- 16** - Lors de l'utilisation des statistiques de revenu, on classe généralement les données en ordre croissant/décroissant et on utilise les quantiles. Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus,
- a les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties égales
  - b le premier décile (D1) est le salaire (ou revenu) au-dessous duquel se situent 10% des salaires (revenus)
  - c le neuvième décile (D9) est le salaire (ou revenu) au-dessous duquel se situent 90% des salaires (revenus)
  - d le premier décile (D1) est le salaire (ou revenu) au-dessus duquel se situent 10% des salaires (revenus)
  - e le neuvième décile (D9) est le salaire (ou revenu) au-dessus duquel se situent 90% des salaires (revenus)
  - f le neuvième décile (D9) est le salaire (ou revenu) au-dessus duquel se situent 10% des salaires (revenus)
- 17** - Est ou sont utilisé(s) comme indicateur(s) d'inégalités le(s) rapport(s) interdéciles suivant(s)
- a D9/D1
  - b D9/D3
  - c D9/D5
  - d D9/D7
  - e D5/D1
  - f D5/D3
- 18** - Définir le seuil de pauvreté à un dollar par jour et par personne, comme la Banque Mondiale l'avait fait en 1995, relève d'une
- a conception de la pauvreté absolue
  - b conception de la pauvreté relative
  - c définition de la pauvreté fondée sur la définition d'un panier de biens et services de base
  - d définition de la pauvreté fluctuante
  - e conception du type UE
  - f approche de type slogan plus que de l'analyse
- 19** - Définir le seuil de pauvreté dans un pays à 60% du niveau de vie médian de la population de ce pays relève d'une
- a conception de la pauvreté absolue
  - b conception de la pauvreté relative
  - c définition de la pauvreté fondée sur la définition d'un panier de biens et services de base
  - d définition de la pauvreté fluctuante
  - e conception du type UE
  - f approche de type slogan plus que de l'analyse
- 20** - Le fait que certaines catégories de population de la société soient très défavorisées, pécuniairement parlant,
- a pose un problème éthique et social qui ne concerne pas l'économiste en tant que tel
  - b peut avoir des conséquences sur le développement économique si l'accumulation de capital humain s'en trouve entravée
  - c impose des politiques redistributives, ce qui est néfaste pour la croissance
  - d peut donner lieu à des analyses différentes selon ce qui fonde l'origine des inégalités constatées
  - e n'est pas forcément néfaste du point de vue de la société dans la mesure où cela crée une incitation à la mobilité sociale
  - f a systématiquement pour contrepartie l'existence d'une catégorie symétrique de population hautement favorisée

- 21** - En matière d'impôt, un prélèvement fiscal est dit progressif si le montant prélevé est
- a proportionnel au revenu sur lequel il est prélevé
  - b moins que proportionnel au revenu sur lequel il est prélevé
  - c plus que proportionnel au revenu sur lequel il est prélevé
  - d forfaitaire
  - e nul pour les personnes sans revenu
  - f calculé de manière complexe, sur la base de tranches successives
- 22** - Dans les publications françaises antérieures à 1976, l'abréviation PIB signifiait
- a Production intérieure brute
  - b Production interne des branches
  - c Production indicée de base
  - d Produit intérieur brut
  - e Produit interne des branches
  - f Produit indicé de base
- 23** - L'actuel calcul du PIB intègre, entre autres éléments, la totalité de la production
- a agricole
  - b industrielle
  - c des services marchands
  - d des services non marchands rendus par les administrations
  - e des services non marchands rendus par le monde associatif
  - f des services rendus au sein de l'univers familial et amical
- 24** - En 2015, d'après l'Insee, le produit intérieur brut en euros constants progresse de 1,3%, ce qui veut dire que
- a si la production de 2014 valait 1000 euros, celle de 2015 valait 113 euros
  - b si la production de 2015 valait 1000 euros, celle de 2016 valait 113 euros
  - c si la production de 2014 valait 1000 euros, celle de 2015 valait 1013 euros
  - d si la production de 2015 valait 1000 euros, celle de 2016 valait 1013 euros
  - e si la production de 2014 valait 1000 euros, celle de 2015 valait 1013 euros - en l'évaluant aux prix de 2014
  - f si la production de 2015 valait 1000 euros, celle de 2016 valait 1013 euros - en l'évaluant aux prix de 2015
- 25** - Parmi les données chiffrées utilisées par les économistes, on appelle agrégat, par exemple,
- a le PIB
  - b le taux de croissance
  - c l'espérance de vie
  - d les importations
  - e les exportations
  - f le taux d'investissement
- 26** - Parmi les données chiffrées utilisées par les économistes, on appelle agrégat, par exemple,
- a le taux de chômage
  - b la consommation des ménages
  - c la formation brute de capital fixe
  - d le taux de pauvreté
  - e la dépense publique
  - f le taux de prélèvement obligatoire
- 27** - On calcule le taux de croissance annuel du PIB en rapportant
- a la variation de PIB entre deux années consécutives au PIB de l'année en cours
  - b la variation de PIB entre deux années consécutives au PIB de la première année
  - c la variation de PIB entre deux années consécutives au PIB de la deuxième année
  - d le PIB d'une année à la variation de PIB entre deux années
  - e le PIB d'une année à celui de l'année précédente
  - f le PIB d'une année à celui de l'année précédente et en soustrayant l'unité
- 28** - L'indicateur de développement humain, calculé par le Programme des Nations Unies pour le développement, fonde son calcul, pour chacun des pays, sur
- a la production marchande
  - b le niveau de vie
  - c l'espérance de vie
  - d l'espérance de vie sans incapacité
  - e le niveau d'éducation
  - f les inégalités
- 29** - On peut parler de cycles économiques dès lors que l'on constate
- a des irrégularités dans l'activité économique
  - b l'alternance de phases d'expansion et de récession
  - c la survenance de crises économiques
  - d la récurrence de crises économiques sur la base d'une certaine périodicité
  - e qu'une bonne année succède systématiquement à une mauvaise
  - f que l'activité économique est saisonnière

- 30** - Dans le cadre d'un cycle de Juglar, une phase d'expansion est supposée durer
- |             |               |               |
|-------------|---------------|---------------|
| a 3 à 4 ans | c 7 à 11 ans  | e 20 à 30 ans |
| b 3 à 6 ans | d 15 à 25 ans | f 40 à 60 ans |
- 31** - Dans le cadre d'un cycle de Kondratieff, une phase de récession est supposée durer
- |             |               |               |
|-------------|---------------|---------------|
| a 3 à 4 ans | c 7 à 11 ans  | e 20 à 30 ans |
| b 3 à 5 ans | d 15 à 25 ans | f 40 à 60 ans |
- 32** - En 2015, atteint approximativement 100% le ratio
- |                                   |   |
|-----------------------------------|---|
| a total des impôts / PIB          | e dette publique / PIB                                  |
| b prélèvements obligatoires / PIB | f emploi dans les services non marchands / emploi total |
| c dépenses publiques / PIB        |   |
| d déficit public / PIB            |   |
- 33** - En 2015, atteint approximativement 45% le ratio
- |                                   |   |
|-----------------------------------|---|
| a total des impôts / PIB          | e dette publique / PIB                                  |
| b prélèvements obligatoires / PIB | f emploi dans les services non marchands / emploi total |
| c dépenses publiques / PIB        |   |
| d déficit public / PIB            |   |
- 34** - En 2015, atteint approximativement 4% le ratio
- |                                   |   |
|-----------------------------------|---|
| a total des impôts / PIB          | e dette publique / PIB                                  |
| b prélèvements obligatoires / PIB | f emploi dans les services non marchands / emploi total |
| c dépenses publiques / PIB        |   |
| d déficit public / PIB            |   |
- 35** - Dans l'échelle d'équivalence habituellement utilisée, un nombre d'unités de consommation de 3 correspond à une famille de
- |  |  |
|--|--|
| a quatre adultes et un enfant  | e deux adultes, quatre jeunes de plus de 14 ans et trois enfants de moins de 5 ans |
| b quatre adultes et un jeune de plus de 14 ans                                   | f deux parents et sept enfants dont trois ont moins de cinq ans                    |
| c deux adultes, trois jeunes de plus de 14 ans et cinq enfants de moins de 5 ans |  |
| d deux parents et huit enfants dont trois ont plus de 14 ans                     |  |
- 36** - Dans l'échelle d'équivalence habituellement utilisée, un nombre d'unités de consommation de 3,5 correspond à une famille de
- |   |   |
|---|---|
| a deux grands-parents, deux parents, un jeune de 15 ans et un enfant de 12 ans                            | d deux parents et huit enfants de 5, 7, 9, 11, 13, 15, 17 et 19 ans                       |
| b deux grands-parents, deux parents, et deux jeunes de plus de 15 et 16 ans                               | e deux parents, deux jeunes de plus de 17 et 15 ans, et trois enfants de 12, 10 et 8 ans  |
| c deux parents, trois adolescents de plus de 17, 15 et 16 ans et cinq enfants dont l'âge va de 5 à 13 ans | f deux parents, trois jeunes de plus de 20, 18 et 16 ans, et deux enfants de 12 et 10 ans |
- 37** - En 2015, en France métropolitaine, 43% des chômeurs déclarent être au chômage depuis un an ou plus et la moitié des chômeurs de longue durée sont au chômage depuis au moins deux ans. Ce qui signifie que
- |   |   |
|---|---|
| a le taux de chômage de courte durée est de 57%   | d 21,5% des chômeurs sont au chômage depuis au moins deux ans   |
| b le taux de chômage de longue durée est de 43%   | e le chômage de longue durée s'élève à 4,3%                     |
| c le taux de chômage de longue durée est de 21,5% | f le taux de chômage dit «de très longue durée» s'élève à 2,15% |

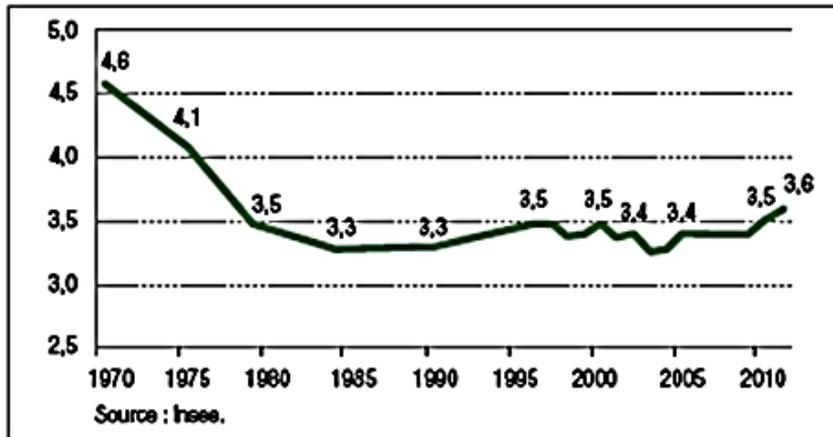
- 38** - On peut conclure de l'observation de la courbe fournie en annexe 1, concernant la France, que
- a les inégalités de revenu ont diminué au cours du XX<sup>e</sup> siècle
  - b les inégalités de revenu ont augmenté au cours du XX<sup>e</sup> siècle
  - c les inégalités de revenu ont diminué depuis 1970
  - d les inégalités de revenu ont constamment diminué depuis 1970
  - e les inégalités de revenu ont diminué de 1970 à 1985 pour fluctuer ensuite et réaugmenter après 2010
  - f les inégalités de revenu ont diminué de 1970 à 1985 pour fluctuer ensuite et rediminuer au tournant du siècle
- 39** - D'après le tableau fourni en annexe 2, concernant la France,
- a si l'on retient le seuil de pauvreté préconisé par l'UE, le nombre de personnes pauvres est proche de 9 millions
  - b si l'on retient le seuil de pauvreté préconisé par l'UE, plus de 14% de la population peut être considérée comme pauvre
  - c si l'on retient le seuil de pauvreté préconisé par l'UE, plus de 20% de la population peut être considérée comme pauvre
  - d plus de 8 millions de personnes vivent avec un revenu mensuel inférieur à 1000 euros
  - e plus de 8 millions de personnes vivent avec un revenu mensuel inférieur à 800 euros
  - f plus de 4 millions de personnes vivent avec un revenu mensuel inférieur à 800 euros
- 40** - Sur le graphique fourni pour la période 1990-2011 (annexe 3), dans lequel les écarts à la tendance ont été estimés en pourcentage, on observe des cycles. Pour autant que ce graphique présente un intérêt, on peut identifier
- a l'année 2007 comme une année de reprise
  - b l'année 2007 comme une année de crise
  - c l'année 2003 comme une année de reprise
  - d l'année 2003 comme une année de crise
  - e la phase 1996-2000 comme une phase de récession
  - f la phase 1996-2000 comme une phase d'expansion

- : - : - : - : -

## ANNEXES

### Annexe 1

**Rapport entre le niveau de vie minimal des 10 % les plus riches et celui maximal des 10 % les plus pauvres  
(Rapport inter-décile D9/D1)**



### Annexe 2

#### Indicateurs de pauvreté - 2014

Seuil de pauvreté (à 60% - euros / mois)	1 008
Nombre de personnes pauvres (en milliers)	8 760
Taux de pauvreté (en %)	14,1
Niveau de vie médian des personnes pauvres (euros / mois)	805
Intensité de la pauvreté (en %)	20,1

### Annexe 3

#### France - Ecart à la tendance du PIB par tête en volume

